

Recevoir la parole des institutions et la leur retourner : parcours agricoles de jeunes ruraux diplômés-chômeurs dans le Saïss – Maroc

Hassan Quarouch¹
Marcel Kuper²
Caroline Lejars²

¹ CIRAD UMR G-eau
361, rue Jean-François-Breton
BP 5095
34196 Montpellier cedex 5
France
<hassan.quarouch@laposte.net>

² CIRAD/IAV Hassan II Rabat
UMR G-eau
Institut agronomique et vétérinaire Hassan II
Madinat Al Irfane
BP 6202
Rabat
Maroc
<marcel.kuper@cirad.fr>
<caroline.lejars@cirad.fr>

Résumé

L'agriculture se complexifie autour de différentes sphères de savoirs, avec l'introduction d'innovations techniques et sociales, la multiplication des programmes étatiques de soutien à l'agriculture et le développement de nouveaux marchés agricoles. Certains jeunes agriculteurs diplômés ont su voir que l'agriculture, dans sa complexification, était une opportunité d'insertion professionnelle et de reconnaissance sociale à la condition de penser comme les institutions, d'utiliser le lexique de l'État et d'en adopter la posture. Ces jeunes ont su conjuguer leur sens pratique de l'agriculture avec des connaissances obtenues au travers de leurs formations universitaires.

Mots clés : foncier ; innovation ; irrigation ; jeunes ; Maroc.

Thèmes : économie et développement rural ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

Abstract

Putting the language of institutions to good use: farming careers of young rural unemployed university graduates in Morocco's Saïss region

Agriculture is becoming more complex. New spheres of knowledge are needed to deal with technical and social innovations, land reforms, a proliferation of State subsidies, and new agricultural markets. Some young farmers with university diplomas are seeing the complexity of agriculture as an opportunity for professional and social integration, by thinking like the State institutions and using the State's vocabulary and standpoint. These young people have managed to combine their practical sense of agriculture with knowledge gained at the university.

Key words: innovation; irrigation; land access; Morocco; young people.

Subjects: economy and rural development; territory, land use, agricultural and food production policy.

*« Les études nous ont ramené du savoir (...),
mais aussi elles ont révélé notre condition ».*
Saïd, fellah diplômé chômeur

Il y a 40 ans, les jeunes ruraux marocains avaient des représentations négatives de l'activité agricole (Pascon et Bentahar, 1969). Pour eux, pratiquer l'agriculture était la

seule issue lorsque l'on n'avait aucune qualification, aucune éducation et aucun métier. L'agriculture était une activité d'ordre social, pour faire quelque chose plutôt que rien

Tirés à part : H. Quarouch

doi: 10.1684/agr.2015.0782

Pour citer cet article : Quarouch H, Kuper M, Lejars C, 2015. Recevoir la parole des institutions et la leur retourner : parcours agricoles de jeunes ruraux diplômés-chômeurs dans le Saïss – Maroc. *Cah Agric* 24 : 349-356. doi : 10.1684/agr.2015.0782

(Bourdieu, 1977). L'agriculture n'était pas considérée comme un métier, mais comme un statut (Berque et Couleau, 1945) qui permettait d'être socialement identifié. Aujourd'hui, l'image négative de l'agriculture persiste encore dans l'esprit des jeunes avec l'héritage des stigmates du *fellah* (paysan au sens de cultivateur) sale, frustré et dépouillé de dignité (Quarouch *et al.*, 2014).

Toutefois, lors de nos investigations récentes dans le Saïss, nous avons rencontré des jeunes *fellahs* organisés en collectif, qui développaient un discours particulièrement éloquent et une vision optimiste sur l'agriculture. Au départ, ces jeunes ont fait des études supérieures avec comme projet d'intégrer la fonction publique marocaine et ils ne voyaient pas l'agriculture comme une perspective d'avenir. Or, dans les années 1990, l'État marocain a drastiquement réduit ses recrutements, ce qui a bouleversé les projets professionnels de toute une génération de jeunes. Ce bouleversement les a incités à regarder les opportunités à saisir dans l'agriculture, et les soutiens que lui accorde l'État (Faysse, 2015).

Dans cet article, nous montrons qu'aujourd'hui, l'agriculture se complexifie autour de différentes sphères de savoirs et particulièrement administratifs, agronomiques, hydrauliques, sociaux, de marché et de leurs interactions (Griffon, 2006). En plus des ressources productives, il est nécessaire d'avoir une connaissance des réglementations et de leurs articulations, ainsi que d'un certain lexique pour s'inscrire dans un mode de dialogue avec l'État et *in fine* accéder aux subventions.

Zone d'étude et méthodes

La plaine irriguée du Saïss, une zone agricole attractive

Historiquement, dans la région du Saïss, l'agriculture était en majeure partie pluviale. Les systèmes de production étaient basés sur l'extensification et la complémentarité agriculture-élevage. Suite aux rudes sécheresses des années 1980 et au développement de l'accès individuel à l'eau souterraine, la région du Saïss a connu, dès

les années 1990, une augmentation des surfaces cultivées et une première progression du maraîchage. Depuis les années 2000, la généralisation de l'irrigation par les eaux souterraines, souvent accompagnée par des systèmes d'irrigation au goutte à goutte (Ameur *et al.*, 2013), a entraîné une intensification des pratiques et le développement de cultures maraîchères. Le développement rapide de l'agriculture intensive a transformé ces zones pluviales en une région attractive, riche en opportunités agricoles, notamment pour de nouveaux investisseurs, qui s'orientent généralement vers l'arboriculture.

Le collectif des fils de *fellahs* diplômés-chômeurs comme objet d'analyse

Notre enquête se concentre sur un collectif de jeunes appelé *Ardi* (ma terre) dans la province d'El Hajeb, à 30 km au sud-est de Meknès. Ces jeunes fils de *fellah* sont partis en ville pour faire des études supérieures. Après avoir obtenu leurs diplômes de l'enseignement supérieur, ils n'ont pas eu l'opportunité d'intégrer la fonction publique ou d'obtenir un poste pérenne dans une grande entreprise. De retour au village après avoir travaillé dans l'exploitation familiale ou dans les grandes fermes, ces jeunes *fellahs* ont pris l'initiative, en 2002, de s'organiser en un collectif pour faire valoir leur droit au travail. Au moment de notre enquête, le collectif était formé de 29 membres, dont quatre femmes. Après trois années de « batailles » administratives et de négociations, ils ont obtenu de l'État 268 ha de terres selon deux statuts fonciers. Cent quarante hectares sont des terres domaniales cédées dans le cadre d'un partenariat public privé de gré à gré, avec un bail de location de 44 ans. Cent vingt-huit hectares sont des terres collectives et ont nécessité des négociations avec l'État et la collectivité locale. Actuellement, ils exploitent en irrigué 140 ha divisés en 25 parcelles aménagées, alimentées par 11 forages fonctionnels. Le reste des terres est utilisé pour le pâturage de leur cheptel. Entre 2013 et 2015, nous avons interviewé 19 jeunes du collectif sous la forme d'entretiens semi-directifs et libres. Nous avons mené ces entretiens

avec l'esprit d'une ethnologie du temps présent, la rencontre des jeunes dans leur espace quotidien. L'idée était de s'imprégner du terrain dans une variété de situations, dans une approche phénoménologique (Morin, 2001). Ce qui a attiré notre attention sur ces jeunes, c'était leur façon de nous parler dans un français et un arabe très précis. Ils répondaient à nos interrogations en détail et avec des exemples concrets. Ils portaient une analyse claire sur les conditions sociales de leur installation comme *fellah*. Leurs discours étaient portés par un certain souci de nous faire comprendre comment ils ont puisé leurs motivations en leur « *for intérieur* » et ce qu'ils ont fait de ce jugement de conscience pour aller de l'avant. Clairement, la force de ce collectif est dans sa capacité à s'approprier symboliquement le réel et à impliquer son interlocuteur dans l'action (Austin, 1991). Au regard du parcours de ces jeunes *fellahs*, on a pu constater qu'ils ont su mobiliser différents savoirs et construire des discours pour impliquer leurs interlocuteurs à différents niveaux institutionnels : communautés rurales, médias, universitaires et ingénieurs agricoles, instances du ministère de l'Agriculture.

Réflexivité sur la méthode

Mener des enquêtes de terrain avec des agriculteurs qui parlent, expliquent, analysent, décrivent leurs conditions sociales est une situation idéale pour le sociologue au risque de laisser transparaître une certaine auto-satisfaction. Or, l'entrée dans une relation d'interview est une relation sociale entre sujet d'énonciation et objet de recherche qui ne met pas entre parenthèses les visées intentionnelles du chercheur et encore moins celles des jeunes *fellahs*. Il est important de s'interroger sur ce que représente l'enquête pour les jeunes *fellahs*, ainsi que pour le sociologue, et les motivations qui les ont poussés à entrer dans l'échange pour donner du sens à ce qui peut être dit dans notre article parce que « dit », et ce qui ne peut pas se transcrire autrement que par l'évocation. Le sociologue note pour cela ses sentiments, intuitions et le sens qu'il peut donner dans un journal de recherche, soutenu par des photos de terrain.

« Le dire » qui touche la personne en profondeur a été verbalisé dans un contexte privilégié offrant une situation de communication ouverte et dépouillée des contraintes temporelles qui pèsent sur la plupart des échanges quotidiens. L'expression des malaises, des manques, des frustrations, des désirs d'avenir a été verbalisée parce qu'il y avait une forme de félicité partagée, celle d'une quête identitaire et de connaissance de soi par l'autre favorisant une parole qui aurait pu ne jamais être objectivée, en tout cas de cette manière (Bourdieu, 1993). Cette parole pleine a été permise dans des lieux d'invitation à partager l'humilité des petits-déjeuners dans le cabanon sur la parcelle, la générosité des repas dans la maison des jeunes *fellabs*, durant les voyages en voiture ou encore lors des marches à travers champs. Précisons que lors d'entretiens, généralement à plus de deux jeunes, le sens et la portée de la parole avaient parfois une coloration revendicative. Lors de la prise de notes, nos interlocuteurs reformulaient leurs dires pour distinguer : ce que je vous dis de moi et ce qui doit être dit sur moi. Ils savent que leurs paroles sont des matériaux qui se traduiront en articles ou présentations, susceptibles de prendre des canaux de communication qui peuvent être entendus par l'État. Cette posture des jeunes marque une différence notable avec leurs aînés qui voyaient dans la figure du chercheur un agent de l'État. Les aînés contrôlaient leur discours, en faveur de l'État, dans la crainte de représailles. Le point commun entre les deux générations est la considération que « la parole n'est pas neutre » et peut être essayée jusqu'aux agents de l'État. Mais, contrairement aux aînés, les jeunes *fellabs* reprennent le lexique de l'État pour argumenter leurs revendications en les imbriquant dans les impératifs de l'État.

Résultats

Genèse d'un collectif de diplômés chômeurs autour d'un projet agricole

L'agriculture : un choix initial par défaut

Dans les années 1980, l'ajustement structurel a fortement impacté les

recrutements de la fonction publique marocaine et l'insertion professionnelle de certaines catégories de diplômés. Au début, le chômage touchait particulièrement les jeunes titulaires du baccalauréat et les jeunes issus de formations techniques (Mellakh, 1999). Dans les années 1990, les difficultés d'insertion professionnelle se sont étendues aux diplômés universitaires qui, depuis l'Indépendance en 1956, avaient pour vocation d'intégrer l'administration marocaine. Cette vocation est restée persistante dans l'imaginaire des jeunes et de leur famille, pour qui le diplôme donnait l'accès à la fonction publique. La panne de l'ascenseur social a été ressentie comme une injustice par les diverses sociétés marocaines. Forts de la légitimité sociale que leur a donné ce sentiment d'injustice partagée, les premiers collectifs de diplômés chômeurs apparaissent dans les années 1990 à Casablanca pour s'étendre rapidement à d'autres villes et communes rurales (Emperador Badimon, 2007).

Le collectif « Ma Terre » est essentiellement constitué de fils de *fellabs* diplômés chômeurs en difficulté d'installation dans l'agriculture, soit parce que l'exploitation familiale est trop petite, soit parce qu'ils sont fils d'ayants droit de coopératives de la réforme agraire dont le statut interdit formellement le partage de l'exploitation entre héritiers. Aux dires des fondateurs du collectif, faire de l'agriculture a été un choix par défaut, imposé par « la crise ».

« Ce n'est pas nous qui avons décidé de faire de l'agriculture, c'est la crise qui nous a créés comme fellabs » (Saïd, jeune *fellab*).

« La crise » n'indique pas un événement singulier, mais une multiplicité de crises. Pour Saïd, le retour au *douar* (village) a fait crise, car il était synonyme de fermeture de l'accès à un métier prestigieux, « *loin de la misère, de la charrue et de la boue* ». Mais aussi, d'échec, d'humiliation et d'effondrement de sa dignité, renvoyés à chaque croisement de regard. Le retour au *douar* était vécu comme la perte d'une part de son exception, car faire des études supérieures lors que l'on est fils de *fellabs* de coopératives de la réforme agraire est exceptionnel.

« Une majorité de jeunes ne va pas au-delà du primaire (...). Lorsque tu arrives à la licence, tu es une excep-

tion, on parle de toi sur tout le territoire de la tribu » (Saïd).

Accéder à un diplôme universitaire était pour les jeunes fils de *fellabs* une ouverture vers l'horizon des possibles et une reconnaissance qui dépasse l'individu. Ce n'est pas seulement Saïd qui réussit, mais toute une communauté qui se reconnaît dans cette réussite.

L'accès à la terre : négocier l'accès à son héritage

La manière avec laquelle les jeunes ont négocié l'accès à la terre est un exemple concret d'association de leur connaissance incarnée du social local et des connaissances acquises par leurs études.

En tant que fils de *fellabs* de la réforme agraire, la contrainte majeure est de devenir attributaire principal (Banque mondiale, 2008). En effet, l'idée de la réforme agraire était de constituer des exploitations viables, organisées en coopératives. Afin de lutter contre le morcellement du foncier agricole, l'attributaire principal doit céder sa terre à un seul héritier. Or, dans la majorité des cas au Maroc, une division informelle du foncier est observée sur le terrain, et ne permet pas aux héritiers d'avoir un titre foncier (Bouderbala, 1974). Les jeunes *fellabs* du collectif ont saisi l'importance de l'accès formel au foncier dans les procédures administratives, notamment pour accéder aux subventions. Ils ont une connaissance par corps (Bourdieu, 1997) de ce qu'avoir accès au foncier veut dire et de l'importance que cela implique en termes d'émancipation. Avoir sa terre était aussi une condition de reclassement social que le diplôme n'avait pas permis.

Le collectif « Ma Terre » a pu avoir un accès à un lot de terres domaniales et un lot de terres collectives, soit 268 ha au total, formalisé par un bail de 44 ans. Les terres domaniales font l'objet, depuis 2004, d'un processus de cession dans le cadre de partenariats publics privés. Pour avoir accès au foncier, le collectif a répondu à un appel d'offres étatique pour la réalisation de projets socio-économiques créateurs de richesses et d'emplois. Les terres collectives sont régies par des règles coutumières tribales (*ôrf*) permettant une répartition entre descendants d'une même tribu, fraction ou

douar, à la condition d'être reconnu comme originaire du territoire de la tribu (*soulali*) par le conseil élu des représentants de la collectivité (*nouabs*). Le statut des terres collectives fait qu'elles ne peuvent pas être vendues ou louées sauf à des personnes morales, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur et avec l'avis des *nouabs*. Pour avoir accès à ce lot de terre, les jeunes *fellabs* ont revendiqué des droits d'usages au travers d'un discours identitaire militant argumenté par la spoliation de leur terre par les colons (Bouderbala, 1974) et par l'État marocain. En effet, lors de l'attribution des terres de la réforme agraire, les prétendants devaient renoncer à leurs droits d'usage des terres collectives. Dans leur discours, les jeunes *fellabs* ont considéré cette « clause » comme abusive, car par filiation ils étaient exclus des terres collectives.

« Cette terre est celle de nos ancêtres ; en retirant nos droits, c'est notre identité qui est fauchée à la racine. Cette terre est là pour réparer les injustices et permettre à chacun de vivre dignement. C'est cette tradition de partage entre soi (entre *soulali*) de la terre que nous avons portée à l'attention des autorités » (Mounir).

Ces discours ne sont pas nouveaux, ils sont largement portés par la communauté (Aderghal et Simenel, 2013). Ce qui est nouveau, c'est, d'une part, la stratégie sociale du discours vers les institutions en charge de la répartition des terres collectives. D'autre part, c'est le tempo du discours qui met en lien l'histoire, le droit coutumier, le droit régalien et le registre sociologique, de manière structurée, avec des références à des auteurs réputés sur l'espace rural marocain comme Berque, Bouderbala, El Alaoui et Pascon.

Constitution et consolidation d'un collectif

Les jeunes du collectif ont une expérience d'une agriculture en coopératives de la réforme agraire (*ta'awniya*), créées par l'État, où vivaient plusieurs familles de *fellabs*. Les familles d'attributaires vivent dans le centre de la ferme, partageant les anciennes bâtisses coloniales. L'esprit des *ta'awniya* était de constituer des groupes solidaires dans le travail agricole. Or, le mode administratif de constitution des grou-

pes n'a pas toujours permis « l'être ensemble », ni une cohésion dans les travaux agricoles.

Les jeunes fils de *fellabs* enquêtés considèrent la *ta'awniya* comme un modèle d'échec, par opposition à l'image qu'ils donnent à leur collectif, pourtant issu de cette cohabitation en *ta'awniya*. Selon Aziz, toute la difficulté est de faire « collectif de jeunes agriculteurs » et de ne pas reproduire un « assemblage incohérent d'individus » : « Nous avons l'expérience de la vie collective en *ta'awniya* : suspicion, jalousie, dispute, mensonge, absence de confiance, parce que les *ta'awniya* ont été fabriquées avec des personnes qui avaient juste déposé un dossier pour être là (...). Notre groupe n'est pas sur le papier. Nous avons habité ensemble, nous avons partagé l'espoir, la liberté, la gamelle et au final les larmes, qui sont les mêmes » (Aziz).

Depuis 2006, ils exploitent en commun 140 ha pour l'agriculture et 128 ha comme pâturages. Les terres cultivées sont divisées en 25 parcelles, en moyenne de 5,6 ha, irriguées en goutte-à-goutte avec 11 forages, sur lesquelles chacun pratique l'oléiculture et le maraîchage.

Les savoirs scientifiques comme objets de reconnaissance sociale

Chemin de l'école et retour au douar

L'accès au savoir a quelque chose du « parcours du combattant » ; chaque franchissement d'étape du système éducatif marocain participe à la construction d'un espoir d'une vie « autrement », pour l'étudiant, mais aussi pour la famille. Faire des études et se défaire de l'autocensure qui fait que les études ne sont pas pour les modestes fils de *fellabs* est bien plus qu'un investissement, c'est avant tout une promesse d'ascension, de reconnaissance et de notoriété sociale.

Le retour au *douar* n'est pas une suite logique adossée à l'aller. Il est bien plus à comprendre comme un « retournement » au sens de bouleversement. Ce n'est pas par eux-mêmes que les jeunes diplômés ont pris acte de la réalité, mais par le regard des autres. Le fait de « ne rien faire » avec un bagage universitaire, au même titre que ceux qui

n'ont aucun diplôme, a été « lourd à vivre ». D'un statut d'exemple, ils sont passés à une perception où « les études ne sont pas un investissement porteur » et « une perte de main-d'œuvre pour l'exploitation ».

« Se retrouver sans rien au même niveau que celui qui ne sait même pas lire et écrire, c'est humiliant. C'est le recul de notre personne, mais aussi celui de la nation. Comment veux-tu que les autres parents fassent l'effort d'envoyer leurs enfants faire des études pour qu'il n'y ait rien au final » (Saïd).

Retour à la dignité en tant que « valeur publique et respect que l'on se doit à soi »

Le retour à la dignité des jeunes fils de *fellabs* a quelque chose de l'ordre du « parcours de résistance ». Le premier niveau de résistance a été dans leur refus d'une autocensure aliénée à leur condition sociale : « les fils de *fellabs* ne peuvent pas faire des études supérieures ». En dépassant cette « censure sociale », par leurs mérites, d'une part, et par leur titre universitaire, d'autre part, ils accèdent à une « dignité publique » (Hobbes, 1640) qui fait d'eux les porteurs de l'honneur de la communauté. Le deuxième niveau de résistance se situe dans le dépassement du retour au *douar* avec « le poids d'un diplôme d'études supérieur, mais sans emploi au même titre qu'un jeune qui n'aurait fait aucune étude ». Toute la difficulté du retour au *douar* a été de refuser une condition révélée, d'être considéré comme des rêveurs qui ont fait des études et qui au final sont des *fellabs* comme ceux qui n'ont rien.

« La crise de notre bonheur nous a obligé à faire quelque chose. Les études nous ont ramené du savoir (...), mais elles ont aussi révélé notre condition » (Saïd).

De la connaissance agricole incarnée aux savoirs techniques agricoles

Pour les fils de *fellabs*, la connaissance de l'agriculture est de l'ordre du sens pratique (Bourdieu, 1980). Ils savent ce qu'est l'agriculture, elle fait partie de leur quotidien au travers des gestes techniques, de préoccupations agricoles qui rythment la vie de famille, des réseaux sociaux et de dialogues dont ils

sont imprégnés. Ils connaissent l'agriculture comme elle était pratiquée par le père ; généralement céréales, légumineuses et fourrages en *bour* (pluvial) avec élevage ovin et bovin. Cependant, l'agriculture irriguée, celle qui motive les fils de *fellahs* enquêtés, demande de nouveaux savoirs. Le passage d'une agriculture pluviale à une agriculture irriguée, notamment en goutte à goutte, complexifie l'agriculture (Poncet *et al.*, 2010). Comprendre l'accès aux techniques d'une agriculture irriguée demande d'être inséré dans des réseaux sociaux, mais aussi dans les lieux qui favorisent les connexions comme les souks, les cafés d'agriculteurs (Geertz, 2003), les grandes fermes (« *fermas* ») où l'on pratique et observe l'agriculture moderne :

« *Notre expérience de l'agriculture ne se sépare pas de notre vie, nous connaissons l'agriculture comme elle nous connaît. Durant des années tout ce que nous avons vu du monde se limitait à la ta'awniya* » (Boumediene). « *Lorsque nous sommes revenus des études, nous étions formés à la biologie, à la chimie, aux lettres, mais pas à l'agriculture d'aujourd'hui (...); nous avions tous dans l'idée que l'agriculture ne demandait pas de compétences ou de formations particulières. Mais l'agriculture d'aujourd'hui n'est pas une décision sans connaissances* » (Saïd).

Relation avec les institutions universitaires et l'administration

La construction d'un partenariat langagier avec l'administration a été un long travail de résistance, d'abnégation et de combats. Les jeunes devaient faire leurs preuves en permanence, que ce soit sur le plan de la concrétisation de leur projet ou encore de leur attitude. Selon Mostapha :

« *Nous avons lutté pour avoir cette terre, contre nous-mêmes et contre l'administration, nous avons lutté pour que les portes s'ouvrent. Et encore, il faut nous battre si nous voulons continuer à exister.* »

Le collectif avait conscience de sa dépendance aux subventions et de la concurrence, notamment, des investisseurs issus du milieu urbain (fonctionnaires notamment) ou d'autres régions agricoles (Rif, Souss) qui ont des capitaux propres et proposent des modèles d'agriculture adaptés aux

attentes d'intensification de l'État et calibrés pour capter les subventions. Ils se devaient de se rendre visibles et de se distinguer des investisseurs en faisant apparaître le vocable de l'État dans leurs discours, en ponctuant leur projet par « *c'est une des priorités de l'État* ». Par exemple, dans la réponse à l'appel d'offres formulée par le collectif pour accéder au foncier, on constate la « forte influence » des objectifs de l'État. La composante du projet est le prolongement de la ligne électrique vers les deux forages ; l'installation de deux compteurs électriques et l'installation de transformateurs à haute puissance. L'objectif du projet est la création d'activités génératrices de revenus pour les 29 jeunes agriculteurs diplômés universitaires et lauréats des institutions agricoles. Ils mettent en évidence que l'installation de deux pompes immergées électriques dans deux forages distants permettra de limiter l'utilisation des énergies fossiles vectrices de pollutions multiples (sol, eau, bruits, gaz à effet de serre). Ils utilisent aussi d'autres réseaux de dialogue nationaux et internationaux, en mobilisant différents mots clés : la formation des jeunes ; le travail des femmes ; le développement local ; l'agro-tourisme ; la pollution ; l'environnement ; la pollution sonore des moteurs des forages ; la réduction des gaz à effet de serre.

Les nouveaux défis : le marché des compétences et les compétences du marché

S'aventurer dans une nouvelle agriculture demande également des compétences et des savoirs solides sur le fonctionnement des marchés. Actuellement, l'intensification et l'augmentation des surfaces irriguées ont entraîné une saturation des marchés locaux, particulièrement pour le maraîchage. La commercialisation de la production devient un enjeu majeur pour le collectif, comme pour la majorité des agriculteurs de la zone.

« *Ces dernières années, notre agriculture a connu de grandes innovations techniques pour produire mieux et plus. Aujourd'hui, l'innovation attendue doit ouvrir des nouveaux marchés* » (Mostapha).

Or, les compétences de négociants sont considérées comme étant hors du champ d'activité des agriculteurs : « *ce*

n'est pas mon métier ». Accéder aux marchés demandera de construire un discours et d'adopter une posture commerciale, ce qui nécessitera d'intégrer de nouvelles sphères de savoirs. Aussi, pour le collectif, cela implique une stratégie commune de commercialisation qui intégrerait les réseaux existants.

Le collectif des jeunes *fellahs* en 2015 : un certain décalage entre le discours et le terrain

Le collectif « Ma Terre » est devenu en 2015 « l'Association des jeunes promoteurs du monde rural ». Le passage de « collectif » à « association » formalise l'objectif de se défaire de l'image de « jeunes diplômés chômeurs » auprès des partenaires et de l'État. Le collectif existe toujours selon les dispositions déjà évoquées, mais aujourd'hui ils se présentent comme « promoteurs du monde rural ». Là encore, ils s'approprient le lexique de l'État en amenant la dimension locale, l'implication dans la formation des jeunes, l'emploi des femmes et la protection de l'environnement.

Toutefois, nous avons observé sur le terrain un décalage avec le discours moderniste calqué sur les exigences de l'État. Tout d'abord, les femmes sont bien là, sur le papier, mais dans les faits, il y a autant de parcelles que d'hommes (25) et nous n'avons rencontré aucune des quatre femmes sur le terrain (voir aussi Bossenbroek et Zwartveen, 2015). Pourtant, lorsque nous avons lu la dernière soumission de projet de l'Association faite en 2014, les femmes apparaissent bien au même titre que les hommes (29 membres). Nous avons fait le même constat en ce qui concerne la gestion collective des forages, bien décrite dans le projet. Tous les forages présents sur les parcelles étaient utilisés dans une logique individuelle.

Discussion

Connaissances complémentaires : savoirs pratiques et techniques face à la complexification de l'agriculture

Dans un contexte de technicisation administrative de l'agriculture, avec

l'avènement du Plan Maroc Vert, politique structurant le développement agricole depuis 2008, et la multiplicité des institutions agricoles, dans lequel les conditions d'accès aux nouvelles formes d'agriculture sont portées par l'État (accès à l'eau souterraine, goutte à goutte, cultures à haute valeur ajoutée), la connaissance des mécanismes de l'État devient très importante. Une des conditions majeures d'accès à l'agriculture pour les jeunes qui se lancent dans le métier sans capital financier est d'être en capacité d'avoir une vision holistique du système administratif et institutionnel, qui conditionne la réalisation de projets agricoles au travers de subventions parfois très spécifiques. En effet, les jeunes *fellabs* enquêtés sont en capacité d'aller chercher de l'information opérationnelle attachée à des subventions particulières.

Ce qui permet une certaine légitimité au collectif des jeunes fils de *fellabs* prend son point de départ dans le statut social conféré par leur titre universitaire. Au-delà du titre, pour comprendre la construction de la légitimité de ce collectif, il est également nécessaire d'analyser la réussite du collectif au travers de l'association des différentes sphères de savoirs et des différents réseaux, facilitant l'accès à l'agriculture irriguée. Ils ont associé ces différentes sphères au travers d'une composition des représentations sur leur identité, sur le foncier et sur les logiques de l'administration et des institutions locales.

Les institutions de l'État : réparer les injustices de la crise

Le fait d'être diplômé de l'enseignement supérieur a facilité le dialogue avec les administrations. En effet, la représentation négative du *fellab* se trouve convertie en l'image du *fellab* diplômé, qui est le modèle du *fellab* moderne que l'administration souhaite promouvoir à travers son Plan Maroc Vert. Les jeunes *fellabs* ont une expérience des relations interpersonnelles avec l'administration de la faculté, ce qui leur permet d'adopter la bonne posture et la meilleure stratégie pour atteindre leurs objectifs (Scott, 1999). Mais aussi de comprendre comment « pensent les institutions »

(Douglas, 1999) ce qui favorise la constitution des dossiers administratifs, leur articulation, le vocabulaire adéquat et un montage réaliste où chaque argument s'inscrit dans les objectifs et les attentes de l'institution : *collectif, formation, genre, innovation, valorisation, économie d'eau, efficience agricole*, etc. Le rapport langagier instauré par des demandes construites avec les exigences de l'administration permet un premier niveau de dialogue : « nous sommes allés voir les administrations avec leurs logiques (...) nous avons fait ce qu'il fallait pour parler comme eux ». Le deuxième niveau de dialogue a été de constituer les dossiers de demande de subvention en répondant aux critères demandés et de suivre le dossier dans son avancée. Le troisième niveau a été la revalorisation de l'image de l'agriculture en incarnant le modèle de *fellabs* modernes que l'État souhaite avoir comme relais sur le terrain.

Les institutions locales : une terre par filiation identitaire

Pour avoir accès à la terre collective, les jeunes *fellabs* ont aussi dû être convaincants auprès des autorités traditionnelles représentées par les *nouabs*. Ils avaient besoin d'affirmer leur identité en construisant un discours où terres collectives et identités sont interdépendantes. Ils avaient besoin de montrer que le déclassement de leurs diplômes universitaires était une injustice liée à une décision de l'État, au même titre que celle qui ne leur permettait pas d'avoir accès à « leur terre tribale constituée du sang de leurs ancêtres ». À la différence que la deuxième injustice pouvait être réparée à travers leur action du collectif « Ma terre ».

Sur la base de leur parcours, ils nous parlent de leurs connaissances incarnées de l'agriculture. Ce qui implique d'abord une connaissance des réseaux sociaux locaux, des us et des coutumes *fellabs*. Ils connaissent leur environnement et construisent leurs actions sur la base de représentations qui ont des « propriétés sociales » comme l'injustice du déclassement de leur diplôme qui fait crise, mais aussi l'injustice de ne pas avoir accès au « foncier collectif ».

Conclusion : « parler le langage de l'État », mais aussi un ancrage territorial pour s'engager dans une agriculture plus complexe ?

La déconstruction et l'analyse du parcours de ce groupe de jeunes diplômés amènent à plusieurs questions, notamment sur les conditions d'insertion dans une agriculture plus complexe. Ce qui est remarquable dans les positions des jeunes *fellabs*, c'est la manœuvre opérée pour réaliser le passage d'une *co-naissance*, « être au monde avec » l'agriculture, à un « avoir connaissance sur » l'agriculture, qui implique l'appréhension de la complexification de l'agriculture.

La question que l'on peut se poser est de savoir s'il est possible de s'inscrire dans une agriculture complexe sans instruction et sans savoir parler le langage des institutions ? Et inversement, est-il possible de « durer » dans l'agriculture sans un ancrage local et sans un sens pratique de l'agriculture ? Les jeunes *fellabs* ont compris comment porter la « bonne » parole à l'État et aux institutions, ils ont clairement compris les consignes et les attentes de l'État, ainsi que celle de son administration. Ils ont fait ce qu'il fallait pour exister. L'État a besoin d'un nouveau modèle d'agriculture incarnée par des *fellabs* instruits, même au prix de quelques concessions. Car si les jeunes *fellabs* répondent aux exigences de l'État et calquent leurs discours sur le langage de l'État, au final ils ne s'enferment pas dans des objectifs « de dossier » et prennent des libertés pour mettre en œuvre leur projet agricole. ■

Remerciements

Cette étude a été effectuée dans le cadre du projet ANR-Groundwater Arena (CEP S/11-09) et de la JEAI Daima.

Références

- Aderghal M, Simenel R, 2013. *La construction de l'autochtonie au Maroc : des tribus indigènes aux paysans amazighs. Espace population sociétés, 2012/1*; 2013. <http://eps.revues.org/4847>
- Ameur F, Hamamouche MF, Kuper M, Benouniche M, 2013. La domestication d'une innovation technique : introduction et diffusion du goutte-à-goutte dans deux douars au Maroc. *Cahiers Agricultures* 22(4):311-8.
- Austin JL, 1991. *Quand dire, c'est faire*. Paris: Seuil.
- Banque mondiale, 2008. L'indivision conséquence du partage successoral. In : *Banque mondiale. Héritage et structures foncières au Maroc* : 25-9. http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2009/09/17/000020953_20090917145930/Original/499700v10P11651age0foncier0Mai02008.doc
- Berque J, Couleau J, 1945. Vers la modernisation du fellah marocain. *Bulletin Économique et Social du Maroc* 1(24):18-24.
- Bourdieu P, 1977. *Algérie 1960. Structures économiques et structures temporelles*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu P. (Dir.), 1993. *La Misère du monde*. Paris : Seuil : 1389-432.
- Bourdieu P, 1997. *Méditations pascaliennes*. Paris: Seuil.
- Bouderbala N, 1974. Aspects du problème agraire au Maroc. *Bulletin Économique et Social du Maroc*: 199-211.
- Bossenbroek L, Zwartveen M, 2015. "One doesn't sell one's parents". Gendered experiences of shifting tenure regimes in the agricultural plain of the Sais in Morocco. In: Archambault CS, Zoomers A, eds. *Global trends in land tenure: fender impacts*. London and New York: Routledge: 152-69.
- Douglas M, 1999. *Comment pensent les institutions ?* Paris: La Découverte.
- Emperador Badimon M, 2007. Diplômés chômeurs au Maroc : dynamiques de pérennisation d'une action collective plurielle. In: *L'Année du Maghreb, III* : 297-311
- Faysse N, 2015. The rationale of the Green Morocco Plan: missing links between goals and implementation. *The Journal of North African Studies* 20(4):622-34.
- Geertz C, 2003. *Le Souk de Sefrou. Sur l'économie de bazar*. Paris: Gallimard.
- Griffon M, 2006. *Nourrir la planète*. Paris: Odile Jacob.
- Hobbes, 1640. *Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir ecclésiastique et civil*. Paris: Gallimard, « Essai/Folio », réédition de 2000.
- Mellakh K, 1999. L'expansion scolaire et universitaire au Maroc : aspects et enjeux. In: Geisser V (dir.). *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*. Paris : Éditions du CNRS : 92-101.
- Morin E, 2001. *Journal de Plozévet. Bretagne, 1965*. La Tour-d'Aigues: Éditions de l'Aube.
- Quarouch H, Kuper M, Abdellaoui H, Bouarfa S, 2014. Eaux souterraines, sources de dignité et ressources sociales : cas d'agriculteurs dans la plaine du Saïss au Maroc. *Cahiers Agricultures* 23:158-65. doi: 10.1684/agr.2014.0699
- Pascon P, Bentahar M, 1969. *Ce que disent 296 jeunes ruraux. Études sociologiques sur le Maroc*. Tanger: Éditions Marocaines et Internationales: 145-287.
- Poncet J, Kuper M, Chiche J, 2010. Wandering off the paths of planned innovation: the role of formal and informal intermediaries in a large scale irrigation scheme in Morocco. *Agricultural Systems* 103:171-9.
- Scott JC, 1999. *Seeing like a state. How certain schemes to improve the human condition have failed*. New Haven and London: Yale Agrarian Studies, Yale University Press.